

ARRETE DU MAIRE
N°ST-2025-097

DEPARTEMENT Seine-et-Marne
CANTON Champs-sur-Marne
COMMUNE Champs-sur-Marne

Services Techniques

Réf. : TN/NB/DB/JPF/ST/MG

**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
RUE JEAN WIENER POUR TRAVAUX D'ESPACES VERTS**

Le Maire de Champs-sur-Marne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

VU l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

VU la demande de l'EPAMARNE en date du 15 avril 2025, d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour les travaux de fauchage sur le domaine des espaces verts, rue Jean Wiener, du 24 au 25 avril 2025,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT que les travaux de fauchage sur le domaine des espaces verts, rue Jean Wiener effectués par l'EPAMARNE, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 24 au 25 avril 2025, rue Jean Wiener, entre la rue Nelson Mandela et le boulevard Archimède :

- La circulation automobile sera maintenue sur demi-chaussée avec la mise en place d'un alternat manuel,
- La vitesse sera limitée à 30km/h,
- Le stationnement sera interdit sur toute la longueur en face de l'établissement CASDEN.
- L'accès aux établissements CASDEN et UGAP sera maintenu en permanence,
- La circulation des piétons sera assurée en permanence et en sécurité,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

ARTICLE 2 : Du 24 au 25 avril 2025, au droit du numéro 1 bis rue Jean Wiener :

- Le stationnement sera réservé et interdit sur 3 places matérialisées.
- La circulation des piétons sera assurée en permanence et en sécurité,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

ARTICLE 3 : L'EPAMARNE prendra toutes les dispositions de façon à réduire toute gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant par l'EPAMARNE, et maintenue de manière opérationnelle pendant toute la durée de l'intervention ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

ARTICLE 6 : Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- CASDEN,
- UGAP,
- EPAMARNE.

Fait à Champs-sur-Marne, le 16 avril 2025

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au
Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant
De l'Etat, a été publié le : 22/04/2025
Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Pour Mme le Maire empêchée,


L'Adjointe déléguée,
Corinne LEGROS-WATERSCHOOT



Pour Mme le Maire empêchée,


L'Adjointe déléguée,
Corinne LEGROS-WATERSCHOOT



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr